

Pour la Grande-Bretagne, les migrants «devraient être renvoyés»

Londres rejette le plan Juncker

Mots-clés : **Grande-Bretagne** · **Immigration** · **Jean-Claude Juncker** · **Méditerranée** · **Union Européenne**

Posté par **AFP** le 13 Mai 2015 à 15:31 Dans **Monde, Politique**



Bruxelles (AFP) – Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a présenté mercredi un plan d'action pour l'immigration et l'asile, immédiatement rejeté par la Grande-Bretagne, opposée à toute solidarité pour la prise en charge des

migrants et des réfugiés.

« Les migrants qui tentent de gagner l'Union européenne en traversant la Méditerranée devraient être renvoyés », a affirmé dans les médias britanniques la ministre de l'Intérieur, Theresa May, reconduite dans ses fonctions par David Cameron après sa victoire aux législatives.

« Je suis en désaccord avec Federica Mogherini (la chef de la diplomatie européenne) quand elle soutient qu'aucun migrant ou réfugié intercepté en mer ne sera renvoyé contre son gré », a insisté Mme May, quelques heures avant la présentation du plan de Jean-Claude Juncker. « Une telle approche ne peut qu'encourager plus de gens à risquer leur vie », a-t-elle estimé.

Le plan d'action adopté mercredi par la Commission européenne veut éviter les embarquements, **secourir les migrants** ^[1] qui ont pris la mer et gérer leur accueil à leur arrivée dans l'Union européenne.

Il détaille une série d'actions immédiates et des stratégies à plus long terme, comme la création d'un centre d'accueil au Niger, sur la route empruntée par les migrants sub-sahariens.

Certaines dispositions, notamment l'instauration de quotas pour répartir entre pays européens les réfugiés et l'immigration légale, **suscitent l'hostilité** [2]. La Grande-Bretagne n'est pas isolée. Le Premier ministre conservateur hongrois Viktor Orban s'est insurgé contre les quotas, qu'il a qualifiés de folie.

« *Ces réactions sont désespérantes* », a confié à l'AFP un haut responsable de l'exécutif bruxellois sous couvert de l'anonymat.

Les arrivées par la mer ne sont qu'une fraction du phénomène de l'immigration, mais elles sont les plus dramatiques. La principale voie arrive en Libye, à destination du sud de l'Italie. Elle est empruntée par des migrants venus des pays **de la Corne de l'Afrique** [3] et des pays d'Afrique de l'ouest, notamment le Nigeria.

Le plan d'action présenté mercredi insiste sur la nécessité de combattre les passeurs et de détruire leurs bateaux. Ce combat impose l'emploi de la force, une mesure qui sera discutée par les ministres des Affaires étrangères lundi prochain.

Il préconise par ailleurs de renforcer les moyens de surveillance et de sauvetage en Méditerranée afin d'éviter les naufrages. C'est la mission assignée aux opérations Triton en Italie et Poséidon en Grèce, dont le budget et les moyens vont être accrus.

La troisième partie du plan est la plus controversée. Elle veut imposer la solidarité aux Etats et modifier la règle qui impose la prise en charge des demandeurs aux pays d'arrivée. La dernière tentative de la modifier a été rejetée par 24 des 28 gouvernements européens.

- Un plan « massacré » ? -

Le président de la Commission Jean-Claude Juncker veut à nouveau forcer les barrières. « L'Union européenne a besoin d'un système permanent qui permette le partage des demandeurs d'asile », soutient sa communication. En contrepartie, elle insiste sur l'accélération des renvois des migrants non autorisés à rester dans l'UE.

Plus de 360.000 demandes d'asile ont été traitées en 2014. La moitié seulement – 185.000 – ont été acceptées et six pays ont assumé l'essentiel de l'effort : Allemagne, Suède, France, Italie, Royaume-Uni et Pays-Bas.

La Commission propose l'instauration de quotas pour permettre une distribution plus équitable. La mesure concerne les réfugiés protégés par le Haut Commissariat des Nations unies, qui a demandé à l'UE d'accueillir chaque année 20.000 Syriens. Mais elle doit également permettre de soulager les pays de l'UE en cas d'afflux massifs d'arrivants.

L'Italie réclame cette solidarité. La France et l'Allemagne soutiennent le principe des quotas, sans toutefois se prononcer sur leur caractère obligatoire. Le Royaume-Uni et la Hongrie ont annoncé leur ferme opposition. Un vote à la majorité qualifiée peut permettre d'imposer les quotas, mais le recours à cette extrémité sera politiquement difficile.

Le plan sera discuté par les ministres de l'Intérieur de l'UE le 15 juin à Luxembourg, puis soumis aux dirigeants lors du sommet de Bruxelles du 30 juin. « *Il est fort probable qu'il va être massacré, comme l'a été le dernier plan d'action présenté par la Commission européenne*

en décembre 2013 après un naufrage près de l'île italienne de Lampedusa », ont confié à l'AFP plusieurs responsables européens proches du dossier.

Article imprimé depuis Causeur: <http://www.causeur.fr>

URL de l'article: <http://www.causeur.fr/pour-la-grande-bretagne-les-migrants-%c2%abdevraient-etre-renvoyes%c2%bb-32818.html>

URL dans cet article:

[1] secourir les migrants: <http://www.causeur.fr/naufrage-immigration-italie-europe-32434.html>

[2] suscitent l'hostilité: <http://www.causeur.fr/immigration-sun-katie-hopkins-32783.html>

[3] de la Corne de l'Afrique: <http://www.causeur.fr/ethiopie-etat-islamique-manifestation-32473.html>

Copyright © 2011 Causeur. All rights reserved.